

la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE - FONDÉE PAR PIERRE MONATTE EN 1925

FAIRE LE BON CHOIX D'UN PRÉSIDENT

Que nous le voulions ou non, notre printemps sera rempli de l'élection présidentielle. Ce printemps-là ne sera peut-être pas un renouveau. Il pourrait être le prolongement aggravé d'un long hiver frileux où le patronat et ses managers auraient retrouvé un bon président. Ils continueraient alors de régner non seulement dans leurs murs, ceux de leurs usines et de leurs bureaux, mais hors de leurs murs, sur la place publique. C'est à eux que reviendraient, par président et ministres interposés, le soin de réduire le chômage et, en même temps, l'inflation. L'entreprise privée est reine, les magnats sont rois. On demande au peuple de comprendre qu'il doit les aider, les « soutenir » en élisant un bon président, celui-ci ou un autre, plus déterminé encore dans sa politique capitaliste libérale, c'est-à-dire dans la pleine liberté pour ceux-là de bien exploiter la main-d'œuvre salariée, de faire son bonheur tel qu'ils l'entendent et — vous allez le voir pourvu que vous ayez la patience d'attendre — de supprimer le chômage. N'est-il pas convenable de confier à ceux qui ont créé la crise de leur système, le soin d'en sortir ? Le chômeur n'a qu'à bien voter et, demain, il travaillera. Il a le choix du médecin, mais la médecine a déjà fait ses preuves. Elle est à base de tranquillisants.

C'est un autre choix que doivent faire les syndicalistes ouvriers, ceux qui, à l'exemple de leurs camarades polonais, ne laissent à personne d'autre qu'à eux-mêmes le soin de se libérer. Pour cela, ils ne sont pas (ils ne devraient pas) être dans l'attente du miracle de mai 81 (ils se sentaient mieux en mai 68). Leur programme devrait être établi, connu et répandu bien avant l'échéance électorale. Ils ne l'auraient pas copié dans la nomenclature d'un parti, même si celui-ci fait de la surenchère. Ils savent ce qu'il faut faire tout de suite pour arrêter la montée du chômage et le faire régresser. C'est le mal général du système dont les maîtres avaient donné hier l'assurance du plein-emploi. Ils ont encore de la chance de

s'en être tirés jusqu'ici à si bon compte, avec un bon président. Ils doivent cette chance surtout au fait que, sur le plan international, les protagonistes d'un autre système, s'ils ont, semble-t-il, supprimé le chômage au prix d'un gros morceau de liberté, n'inspirent plus que défiance, après avoir soulevé les espoirs des peuples opprimés. La campagne pour un bon président, avec tout son tra-la-la de propagande et de promesses, doit donc être l'occasion pour les syndicalistes ouvriers, à

DANS CE NUMERO :

- **ÇA NE VA PAS LA CABOCHE... NON !**
par Michel DESCARSIN
- **VODKA, AVEC OU SANS GLAÇONS ?...**
par Claude FROMAGER
- **RÉFLEXIONS SUR LE CHOMAGE**
par Simon RUBAK
- **LA LAICITÉ, AU JOUR LE JOUR**
par Jean MOREAU
- **LES SOUS-SOLS DE LA BASTILLE**
par Marc ROSENTAUB
- **L'URANIUM « ENRICHIT »**
par Marc URUS

l'exemple de « Solidarité » polonaise qui les rappelle à l'action d'une classe ouvrière indépendante, de faire entendre, au-dessus de la bagarre, les projets et les solutions qui doivent nous sortir de la crise où nous a menés tout droit le capitalisme dévergondé qu'on appelle « libéral ». Un bon président, pour eux, serait celui qui, stimulé par l'action ouvrière, n'attendrait pas pour prendre les mesures radicales qui annonceraient un changement plus profond de la vie des travailleurs ; en premier lieu, comme préalable, **la réduction du temps de travail socialement utile assurant à chacun le droit au travail.** A qui ces messieurs feront-ils croire qu'au temps des microprocesseurs, de la télématique, de la robotisation, au temps où la productivité d'une heure de travail est, à peu près dans tous les secteurs, incomparablement plus grande qu'il y a seulement dix ans, à qui feront-ils croire qu'il est encore nécessaire d'astreindre l'ouvrier ou l'employé à de longues journées de travail ?

Le chômage est inévitable, déclare M. Barre, le bon ministre, le meilleur cerveau de cette machinerie « libérale » où les patrons et leurs directeurs ont la liberté de gérer leurs entreprises comme ils l'entendent, en réduisant leur personnel à chaque « restructuration » laissant à la porte de jeunes travailleurs inemployés, « libérant » la femme par le travail machinal mal payé, rejetant les « vieux » travailleurs de cinquante ans. Ils gèrent la société comme ils gèrent leurs usines, et le résultat est beau, sous l'égide d'un bon président ! Ces « libéraux avancés », mal éclairés par une technologie qui avance plus vite qu'eux, se déclarent désarmés devant la montée du chômage : « inévitable », disent-ils ; certains pensent : nécessaire. Ils prévoient trois millions de chômeurs en France, en 1985. C'est alors qu'ils comptent sur la dépopulation relative, sur la diminution de l'effectif de la population active pour que le nombre des sans-travail commence à diminuer. Petites espérances pour petits projets à court terme. Profitons le plus possible, pensent ces beaux messieurs, de cette liberté d'exploiter que nous laisse un bon président, et tournons-nous vers lui et les pouvoirs publics, vers l'argent du peuple s'il nous manque pour nous « restructurer ». On fera même appel à ses sentiments de solidarité pour payer les sans-travail, déchets encombrants de la civilisation industrielle telle qu'on nous la fait.

L'aide à l'entreprise privée est le point commun des candidatures de droite à être « le bon président » des années qui viennent. Leurs programmes vont ramasser dans le bric-à-brac de la plus vieille réaction ce qu'il y a de plus usé et de plus poussièreux : diminution des dépenses publiques, haro sur les fonctionnaires ! Il y en a trop : trop d'infirmiers et infirmières dans les hôpitaux, trop d'instituteurs, trop de cheminots, trop de postiers ! Car c'est cela que signifient leurs criaileries, à moins qu'elles ne signifient rien.

C'est au contraire un secteur public développé et décentralisé qui doit donner l'exemple de la bonne gestion industrielle et administrative. C'est lui qui doit embaucher pour des grands travaux d'utilité publique.

Mais comment le bon peuple fera-t-il le choix d'un bon président s'il a déjà compris qu'il devait

écarter les présidents du patronat qui ont fait la démonstration de leur politique de classe ? Les travailleurs savent qu'un bon président ne se juge qu'à l'usage. Si souvent trompés, il leur restera toujours les armes qui leur sont propres et dont les camarades polonais viennent de montrer l'efficacité.

Puisqu'il s'agit, paraît-il, d'un président pour le peuple, il lui en faudra au moins un qui, après avoir traité les problèmes immédiats de la condition ouvrière, ouvre aux travailleurs des horizons nouveaux, crée une audience nouvelle aux propositions syndicales, à celles des associations de citoyens dans les divers domaines de la vie populaire : éducation, culture, régionalisme, écologie.

Où allons-nous trouver cet oiseau rare ? Il faut considérer les choses à l'échelle internationale. C'est partout la réaction qui monte, le pouvoir militaro-industriel qui s'affirme, les Reagan qui accèdent au pouvoir politique. Il faudrait un frein à cette montée des périls. Madame Thatcher, « la dame de fer » de la Grande-Bretagne conservatrice en a déjà trouvé un avec la menace de grève des mineurs, de grève générale. Ce serait peut-être un autre frein, puis une direction nouvelle, que l'élection en France d'un président social-démocrate. Entendons-nous bien sur ce terme : il lui arrive aujourd'hui d'être utilisé, en plusieurs pays, par des formations de droite. Non ! nous lui redonnons non seulement son sens historique (le jugement de l'histoire ne lui serait pas toujours favorable) mais le sens même des mots qui le désignent, sa signification sociale de réformes et de liberté. Si vous le voulez absolument, nous dirons : un président socialiste. Ce serait peut-être lui demander trop, ou pas assez si on ne perd pas de vue les aberrations auxquelles le concept de socialisme a conduit.

Pour parler plus clairement, il faut chasser du pouvoir politique en France les délégués de la puissance économique et de la nouvelle classe technocratique. Nous n'avons que les moyens que nous offre la conjoncture politique. Utilisons-la pour pousser au pouvoir une nouvelle social-démocratie. Il dépendra aussi de nous qu'elle soit vraiment nouvelle.

N'êtes-vous pas d'accord avec ce que nous vous proposons-là ? Alors, faites-en à votre tête. Ce sera bien.

Raymond GUILLORE.

Chers lecteurs et camarades,

LA RÉUNION DES ABONNÉS

aura lieu

le samedi 11 avril, à 15 heures

Siège de la Libre Pensée

12, rue des Fossés-Saint-Jacques, Paris (5^e)

Notre prochain numéro sera spécialement consacré à

LA LAICITE ET AU CENTENAIRE DE L'ECOLE PUBLIQUE

Tous les camarades désireux de participer à l'élaboration de ce numéro sont cordialement invités à nous envoyer leurs articles le plus rapidement possible

CA NE VA PAS LA CABOCHÉ... NON !

par Michel DESCARSIN

On pouvait critiquer le président Carter sur divers points de vue. On savait ce qu'il représentait. Par contre, on peut considérer comme globalement positif ses prises de positions sur les droits de l'homme. A l'inverse Reagan récemment élu malheureusement, par les Américains, les droits de l'homme paraissent mis à l'écart définitivement.

On entendait il y a quelques semaines encore, que Carter était un homme, après tout, sans poigne, sans vigueur, mais que Reagan, au contraire, saurait faire face aux ennemis de l'Amérique et en particulier à l'U.R.S.S. Le premier réflexe pour nous est de se méfier de ce genre de « grande gueule ».

A priori et comme partout, la majorité des Américains aiment ce style d'individu. Danger d'autant plus grave qu'il amène le fanatisme, celui-ci menant aux plus vils sentiments de la nature humaine. On me dira que Carter ne savait que parler des droits de l'homme, mais quant aux actes... Mais Carter ne s'en est pas tenu uniquement aux mots, même si ses actions furent bien timides ; et on aurait pu, peu à peu, faire un grand pas vers une reconnaissance généralisée des droits de l'homme.

Carter mettait toujours dans les pattes de Brejnev ladite question sur le tapis ; à tout moment, les droits de l'homme étaient présents. Les actes parfois suivaient : la cessation de livraisons d'armes à certains pays d'Amérique latine par exemple. Bien sûr, toutes les actions de Carter n'avaient pas comme préalable les droits de l'homme, tant s'en faut ; mais cette préoccupation était toujours présente. Cette politique américaine marquait un début vers le respect de ceux-ci.

Par contre, il y a fort à parier qu'avec Reagan il en ira tout autrement. Si dans ses discours ultra-conservateurs Reagan apparaît comme le combattant le plus audacieux envers l'U.R.S.S., la réalité est bien différente. L'U.R.S.S. et Reagan s'entendent et s'entendent bien malgré les apparences comme deux larrons en foire et adieu les droits de l'homme. Que pouvait rêver Brejnev de mieux, les droits de l'homme étaient une question qui l'ennuyait, une véritable calamité. Pourquoi se gêner avec la moralité.

Résultat de cette situation : l'U.R.S.S. n'a plus aucun scrupule envers l'Afghanistan et pourra, d'ici peu, se permettre de remettre ce qu'elle appelle de l'ordre en Pologne. En échange, pour l'Amérique, le Salvador marque une première étape. Qu'important les tortures, la délation, l'extermination, la misère, la famine, l'important est de maintenir l'impérialisme dans les deux camps. L'intermédiaire au Salvador pour l'Amérique étant uneunteinte militaire la plus abjecte qui soit ; comment d'ailleurs peut-il en être autrement !

On pourrait s'étonner pourtant de ce choix délibéré de Reagan, cette politique étant sûrement la meilleure solution pour amener au pouvoir en Amérique latine ce que soi-disant il combat : le communisme. Mais peut-être la droite américaine est-elle plus bête encore que la droite française ; avouez qu'il faut le faire ! Mais que peuvent les malheureux contre la force ? L'Amérique ne s'arrête d'ailleurs

pas là. La réduction, voire la disparition totale et définitive de l'aide au tiers-monde vient aussi s'inclure dans une politique conservatrice. Le pillage systématique de celui-ci imité par les autres pays industriels va continuer de plus belle.

Mais ni l'U.R.S.S. ni les Etats-Unis n'ont ce genre d'inquiétudes et de problèmes de conscience. Le partage du monde, le pillage du tiers-monde, ont de beaux jours devant eux ; quant aux droits de l'homme, à la casse !

*

De mieux en mieux : le foyer d'immigrés de Vitry n'a pas suffi à notre Jojo-la-bavure ; il fallait faire mieux, beaucoup mieux, frapper un grand coup. C'est à Montigny-lès-Cormeilles que le couperet est tombé. Le paravent : la drogue ; le moyen : la délation ; le but : amener le Français ayant de bas instincts à voter pour le P.C.F. Le P.C.F. s'est donc engagé sur la pente dangereuse du racisme et de la délation.

Quoi de plus grave que de voir les gens en dénoncer d'autres. Cette pratique était jadis, et aujourd'hui encore, l'un des aspects de l'éducation religieuse, on était loin de penser qu'un parti se réclamant de la gauche aurait pris celle-ci comme cheval de bataille. Il est vrai que l'on pourrait se poser des questions sur les sentiments socialistes du P.C.F. !

Toujours est-il que la délation est là avec tout ce qu'elle peut entraîner. Si cette pratique s'instaurait réellement, on verrait alors, comme Jojo-la-bavure le réclame, s'installer des chefs de quartier à l'affût des faits et gestes des habitants. De cet état d'esprit, il résulterait une méfiance systématique des uns envers les autres. On verrait cette peur de la dénonciation, cette méfiance s'installer au cœur des familles ; quelle belle société nous prépare le P.C.F. où des manifestations seraient organisées contre de simples particuliers, d'où le déchaînement des haines et des violences, où l'on serait obligé de se méfier de ses propres enfants... Cet état d'esprit mène très vite aux exécutions sommaires, à des procédés dictatoriaux. C'est tout simplement ce qu'on appelle le fascisme. La drogue en est donc le paravent. Je croyais entendre, il n'y a pas si longtemps de la bouche même des dirigeants du Parti, que ce fléau était inconnu des communes communistes, que dans celles-ci, la jeunesse était moralement bien et qu'il y avait pour elle toutes les réalisations possibles au point de vue accueil, distractions et culture. Que ce problème de la drogue apparaissait seulement dans les communes non communistes où la jeunesse était pervertie ! Il faudrait savoir !

Si la drogue est un problème, l'alcoolisme et le tabagisme sont des fléaux beaucoup plus graves en France. Mais là, le P.C.F. n'est pas près de faire campagne contre ces deux maux surtout quand on fait dans sa propre presse, ou à la fête de l'Huma, une publicité très importante pour les alcools et des cigarettes. La drogue, raison donnée donc par le P.C.F., est loin d'être valable. Le fond de cette campagne par contre est bien le racisme. Il est vrai qu'il existe des ghettos, mais à qui la faute ! Un

pourcentage important d'étrangers pose, il est vrai, de graves problèmes, ne serait-ce que du fait que deux cultures différentes se rencontrent, se comprennent difficilement et que l'incompréhension mène souvent au racisme.

Ce que l'on oublie, par contre, c'est que nous avons besoin de cette main-d'œuvre et qu'il serait bien temps de la considérer autrement, et de la traiter plus humanitairement. Il ne faut pas oublier que tous les sales boulots sont faits par les immigrés. Qui voudrait aujourd'hui faire éboueur par exemple, même avec un bon salaire ? En réalité, beaucoup de Français vivent avec un certain standing grâce à ce que l'on peut bien appeler un nouvel esclavage.

Regardons donc le problème en face, mais ce n'est sûrement pas la délation et le racisme qui mèneront à une solution. Mais il est vrai que le P.C.F. n'a qu'un but : le maintien de son pourcentage aux élections.

* *

Depuis 1958, l'école laïque est la cible d'attaques en règle. D'ailleurs il n'y a plus de ministère de l'Éducation nationale mais un ministère de l'Éducation tout court ; cela est un signe. Dans la dernière R.P., on a pu lire un article sur l'enseignement privé laïque. Cet article était très intéressant car les mesures draconiennes (se reporter à la R.P. de janvier 1981) prises par le gouvernement ne touchent que l'enseignement privé laïque mais pas l'enseignement privé religieux. Signe des temps qui montre combien la loi Debré a parcouru de chemin, à quel point l'Église catholique reprend du poil de la bête. La lutte menée depuis vingt ans ne vise qu'un but : l'affaiblissement de l'école laïque, pour que celle-ci devienne l'école au rabais et la mort de la laïcité. Nous pouvons même remarquer que sur les timbres postaux courants il n'est plus mentionné République Française, mais France...

Aujourd'hui, il est question de la revalorisation de l'enseignement. Après dix-huit mois de négociations, Christian Beullac a décidé avec le gouvernement de revaloriser au point de vue salaire les instituteurs qui sortiront de l'école normale en 1982. Ils commenceront à l'indice 300 et finiront à l'indice 445, c'est-à-dire qu'ils commenceront à 4.000 F par mois pour terminer à 6.500 F. Quant aux instituteurs en place et à la retraite peau de balle et balai de crin, rien ! Nouvelle attaque contre l'école laïque ? Certainement. Le but poursuivi est net : diviser le corps enseignant. Une chose quand même : les anciens pourront accéder au nouvel indice à condition d'avoir une équivalence du D.E.U.G. ou de suivre des stages huit semaines minimum (quand on sait les difficultés de suivre un stage !) et de quatre semaines hors du temps de travail ! Pour nous, la revalorisation de l'enseignement passe par une augmentation de salaire uniforme pour tous ; au diable les divisions hiérarchiques. Le niveau D.E.U.G. n'apporte rien. Les diplômés supérieurs ne feront pas de meilleurs enseignants. Faute de réussite certains iront faire, en désespoir de cause, l'instituteur.

Les instits ont besoin d'une bonne formation pédagogique et laïque, le reste n'étant que balivernes.

Le S.N.I.-P.E.G.C. avait demandé que les instituteurs en début de carrière passent de l'indice 309

à 504 en fin de carrière. Cet échec et le mur opposé aux justes revendications par le gouvernement ne peuvent qu'engendrer l'action.

La grève du 9 mars montre la détermination du S.N.I. à ne pas laisser traîner les choses en longueur et, s'il est nécessaire, pourquoi ne pas envisager une grève générale illimitée, ne serait-ce que pour ne pas laisser se créer une école laïque au rabais.

M. D.

NOTES D'UN ANCIEN

UN TRÈS MAUVAIS EXEMPLE

La C.G.T. a organisé le 28 février une cérémonie pour célébrer le 30^e anniversaire de la mort d'Ambroise Croizat qui fut secrétaire de la Fédération des Métaux, puis ministre du Travail sous Charles de Gaulle.

C'est l'occasion qu'a choisie Georges Ségué pour défendre la présence des communistes au sein du gouvernement français. Il le fait en les termes suivants que rapporte *Le Monde* du 3 mars :

« Au moment où l'actualité soulève la controverse sur l'opportunité de la présence de ministres communistes dans un gouvernement majoritaire de gauche, la célébration du trentième anniversaire de la mort d'Ambroise Croizat autorise les syndicalistes que nous sommes à dire que les travailleurs ont toutes les raisons de souhaiter et d'exiger que, dans une telle hypothèse, le gouvernement compte des ministres communistes. »

Il a ajouté : *« C'est une garantie d'importance pour que les engagements pris soient respectés, pour que de vraies réformes économiques et sociales de type de celles qui figurent dans le programme du quarantième congrès de la C.G.T. soient effectivement appliquées. »*

Et il a conclu : *« Bref, pour que le changement soit réel, en l'état de la situation actuelle, il ne suffit pas de souhaiter, il faut agir, il faut qu'au soir du 26 avril prochain le poids de la classe ouvrière dans les résultats du scrutin exerce une pression telle qu'il ne sera pas possible de lui refuser sa place, toute sa place, et l'exercice de toutes ses responsabilités. »*

Je ne sais si Ségué était en âge de s'intéresser au mouvement syndical en 1947, quand Croizat était ministre du Travail, mais ceux qui ont vécu cette période, surtout parmi les travailleurs du Livre, n'ont pas pu oublier le rôle joué par Croizat contre leur mouvement de grève dans la presse parisienne. Et ceux-là ne souhaitent nullement voir un nouveau Croizat dans le gouvernement de la France.

C'est qu'en effet ce ministre communiste s'est non seulement illustré comme pire adversaire de leur mouvement, mais il est monté à la tribune de l'Assemblée nationale pour condamner leur grève et dénoncer leurs « hauts salaires », après s'être opposé à l'application de l'accord qu'ils avaient obtenu du patronat.

Il a fait pire en menaçant la fédération du Livre d'organiser des cours professionnels pour former des « jaunes » appelés à remplacer les grévistes, ce qu'aucun ministre bourgeois n'a jamais fait !

F. CHARBIT.

VODKA, avec ou sans glaçons ?...

par Claude FROMAGER

Décidément le P.C.F. a décidé d'utiliser la corde bien franchouillarde, bien égoïste, bien lâche, bien cachée des individus pour récupérer son électorat fondant.

Après les bavures contre les travailleurs immigrés, voilà la drogue ! C'est aberrant ! Pendant des années, quand on parlait du problème de la drogue, le P.C. répondait que c'était la jeunesse bourgeoise qui se défonce et que la solution résidait dans la création de stades et de M.J.C., pour que nos « merdeux » ne se droguent pas. J'ai vu (par expérience, à l'époque je travaillais au Centre médical Marmottan et nous étions appelés dans différents endroits pour parler de la toxicomanie), me faire traiter d'agent de l'impérialisme giscardien, car je disais que le sport n'avait jamais détourné les jeunes (et bientôt qui seront vieux) de la drogue.

Dans les municipalités communistes, il n'y avait pas de drogue !

Stupéfiant d'apprendre aujourd'hui qu'à Montigny-lès-Cormeilles, existe le « triangle de la Mort ».

Un calva ou un ricard ?...

Que l'on arrête tous les trafiquants et les gros bonnets (qui doivent exister, mais je n'ai pas de noms à donner) qu'est-ce que cela changera ? Notre « belle jeunesse » se noiera-t-elle dans le calva ou se piquera-t-elle au Ricard ? Pourquoi prend-on quelque chose ? N'est-ce pas parce qu'il y a un manque quelque part ? Et ce manque, à quoi est-il dû ? Si l'on s'ennuie dans le béton et sur les stades où en sont les causes ? (Quel plaisir j'éprouvais dans ma jeunesse à jouer dans les terrains vagues. On se créait nos espaces et nos lieux secrets, mais un terrain de foot c'est limité, aucune imagination à mettre en pratique !)

Les Péruviens pour oublier et calmer leur faim, mâchonnent des feuilles de coca. Que leur manque-t-il ? Certainement pas des stades (ni ceux de Pinochet ni ceux du P.C.). Quand nous dénoncions les abus de l'alcool dans les milieux ouvriers, le P.C. nous méprisait. N'est-ce pourtant pas vrai que dans les pays de l'Est, on s'emmerde tellement, que l'on boit jusqu'à s'écrouler ? Au risque de ne pas plaire à tous, je voudrais savoir qui « prend son pied » à l'usine en 3x8 ? A la fin du siècle dernier, l'alcool étant devenu trop cher, les travailleurs irlandais buvaient de l'éther. Alors quand j'entends dans un défilé de la C.G.T., un débile jouant à la trompette « le travail c'est la santé » et les manifestants reprendre en chœur, j'ai l'impression que ça ne va pas fort.

Le P.C., très soucieux de la bonne santé de notre jeunesse (pas celle qui est saignante) ne se préoccupe pas des problèmes d'alcoolisme. En France en un an, il y a eu 177 morts d'overdoses de drogue, pour la même période il y a eu vingt mille morts par alcoolisme.

Parmi ces dernières victimes plus de mille jeunes ! Combien coûtent à la Sécurité sociale les problèmes de l'alcoolisme ? Je ne fais aucune différence entre

drogues dures et douces, le principal étant de savoir pourquoi il y a prise de stupéfiants.

Et les drogues légales ?...

Pourquoi le budget des tranquillisants, barbituriques, rapporte-t-il autant que celui de la régie Renault ?

Vous savez le petit comprimé rose et blanc qui vous aide à dormir, le petit cachet jaune qui vous désangoisse. Et bien au lieu de bouffer des chimics pour supporter les petits chefs ou les surveillants militaires en retraite, foutons-les dehors !

Je ne prendrais pas de gélules pour accepter les insanités du P.C. Ne nous endormons pas !

Que le maire de Montigny regarde ce que font les jeunes de sa petite ville. Il s'apercevra alors peut-être, que le seul lieu de rendez-vous reste l'entrée du supermarché du coin. Des H.L.M. et des magasins et vous voudriez que ça vote !

Mais je ne pourrais terminer cet article sans dénoncer l'hypocrisie du gouvernement qui en racisme n'a de leçons à recevoir de personne et à l'intelligentsia de gauche (néo-stalinienne bien souvent) prônant la vente libre des « drogues douces ». Il est vrai que si le P.C.F. peut aujourd'hui se lancer dans des campagnes de ce style, le responsable en est le gouvernement qui a bien su organiser les ghettos de banlieue et qui sait bien maintenir la jeunesse dans la boue. (Les récents chiffres sur les jeunes touchés par le chômage sont éloquents).

Une bonne nouvelle syndicale, des syndicats C.G.T. à Marseille et à Billancourt... et Chausson à Gennevilliers ont manifesté leur désapprobation aux actions racistes du P.C.F. et dénoncé l'engagement de « Séguy l'écarlate » pour Marchais.

A la tienne, Georges !...

♦♦

SECURITE EN TRANCHES

A propos des récents accidents survenus à la R.A.T.P., il nous semble que la responsabilité en incombe à la direction.

Bien sûr, nous n'avons pas tous les éléments permettant d'affirmer les raisons de ces collisions, mais ce qui nous semble certain, c'est la part de profit qu'obtient la direction R.A.T.P. au détriment de la sécurité. Les systèmes de sécurité (lire de rentabilité) sont étudiés et calculés et nos ingénieurs nient toute possibilité d'erreur ! Toute faute est humaine ! Une question se pose, les procédés innovés par nos technocrates ont-ils été discutés avec le personnel qui utilise journallement ce nouveau matériel ? Sans doute pas ! Les utilisateurs sont toujours devant le fait accompli et n'ont rien à dire.

Les syndicats ont fait grève (24 heures). F.O. a refusé de s'y associer prétextant du fait que l'on ne devait pas utiliser la grève n'importe comment. Nous en sommes persuadés, mais pratiquer des journées d'actions démobilisatrices ou ne jamais faire grève, n'est-ce pas la même chose ?

De qui est-ce ?...

Article V : « La direction de l'usine de l'Ardoise attend de l'ensemble du personnel que l'on prenne pleinement conscience que dans l'environnement économique qui sera le nôtre à l'avenir, compte tenu du niveau de salaires déjà atteint et de la durée du travail actuelle, le simple maintien du pouvoir d'achat implique des efforts constants d'amélioration de la productivité. A plus forte raison tout nouveau progrès en matière de durée du travail en particulier, doit impérativement être accompagné de progrès de productivité et par une occupation complète du temps de présence réel. »

D'abord cela vient d'être signé avec le patronat à Fiberglass (industrie du verre), filiale de la multinationale Owens Corning à Laundun, dans le Gard.

Et devinez qui a signé ? la C.F.D.T. !

Elle a signé dans le cadre de la « réduction du temps de travail ». Les camarades du verre F.O. ont dénoncé cet accord car il revenait au syndicat d'entériner des augmentations de cadences et à terme l'acceptation de suppressions d'emplois par des investissements de rationalisation visant des gains de productivité. F.O. rappelle que le rôle du syndicat est la défense des intérêts des travailleurs en toute indépendance, notamment vis-à-vis du patron. Les dispositions de l'accord conduisent à une intégration des organisations signataires à la politique de l'emploi et de productivité de l'usine. Le rôle d'un syndicat n'est pas de participer à la gestion de l'entreprise.

La C.F.D.T. a engagé la notion de « travail effectif » ou de « temps de production ». Dans ce sens, la direction estime que la « réduction d'horaire » amènera le temps de travail à 36,7 heures en 1981 pour les journaliers, en intégrant dans le calcul du temps de travail la 5^e semaine de congés payés.

Dans ces conditions on décomptera bientôt les casse-croûte, les pauses, le temps de la cigarette...

★ ★

PROTOCOLE D'ACCORD CHEZ B.S.N.-GERVAIS-DANONE

La C.F.D.T. persiste et signe (avec la C.F.T.C.) ce protocole sur la réduction du temps de travail.

La presse avait présenté cet accord comme le « contrat du siècle ». Les objectifs patronaux sont ainsi intégrés :

1) la durée du travail sera désormais calculée à l'année. (Art. 2 : « la durée effective moyenne du travail sera de 198 postes de 8 heures par an, soit 1.584 heures annuelles... ».)

2) Sont intégrés et donc considérés comme non travail : les repos compensateurs pour réduction du temps de travail, les repos compensateurs pour travail des jours fériés, ceux pour le travail de nuit, les congés payés, les congés hiérarchiques...

Voilà qui remet en cause toute la législation du travail. On annonce 33 h 33 ! En fait la réduction réelle est de 2 h 15 pour un horaire hebdo de 35 h 85.

Les congés payés sont ramenés à 21 postes ouverts par an... Ainsi les travailleurs postés se paieront leurs 5 semaines... en y intégrant leurs jours de repos hebdomadaire (ou compensateurs). Idem pour les congés de fonctionnement, les signataires acceptent de déroger à la loi (art. L. 223.8) et à la convention collective (art. 49).

3) Cette mesure ne coûtera rien à B.S.N.

Autrement dit, pas de compensation salariale, recherche de gain de productivité, pas d'embauche. Les avantages, ce sont les ouvriers qui se les offriront ! L'article 7 prévoit qu'il est « indispensable de rechercher les mesures d'organisation devant annuler, sinon réduire le coût de cette mesure », et le texte poursuit : « les mesures envisagées permettent de penser que le solde avoisinera zéro et qu'ainsi la rémunération base 40 heures sera maintenue ».

« Toutefois, la commission paritaire B.S.N. négociera, s'il en était besoin, le partage du coût résiduel entre la société et les bénéficiaires » ! Si la C.F.D.T. ne fait pas de l'intégration, comment appeler cela ?

Enfin l'article 8 prévoit que les conséquences de l'accord-cadre et notamment « les gains de productivité à réaliser » seront étudiées entre les directions et les « personnes concernées ». Ici les syndicats !

Cela se passe dans l'industrie du verre, et il n'y a pas besoin de lunettes pour s'apercevoir et convaincre (s'il en était encore à convaincre !) que C.F.D.T. et patronat savent se rencontrer.

Pour plus de documentation sur ce sujet, on peut consulter l'organe F.O. de la Fédéchimie « Le Syndicaliste F.O. » n^{os} 10 et 11 (sept. et déc. 1980). Tél. 580.14.90.

C. F.

A QUOI MÈNE LE JEU DU P.C. ?

Si la R.P. publie quelque chose sur l'élection présidentielle et sur l'engagement de la majorité de la C.G.T. au soutien du candidat communiste, je veux d'abord constater que c'est la première fois que la plus importante organisation syndicale française sort ainsi officiellement de sa tradition d'abstention en faisant un choix parmi les candidats à la présidence de la République, ce qui ne peut qu'indisposer ses syndiqués qui ont d'autres options. Et le fait qu'aucune discussion n'est admise sur ce sujet dans la presse syndicale ne fait qu'aggraver leur malaise.

Donc division syndicale introduite par les dirigeants confédéraux eux-mêmes. Et cela dans quel espoir ? Nul ne pense sérieusement qu'elle puisse augmenter l'audience de la C.G.T. ni qu'elle permette un succès quelconque au candidat du P.C.

Bien au contraire. Tous les pronostics que l'on peut faire aboutissent, dans le meilleur des cas, à une perte de suffrages communistes par rapport aux consultations précédentes. Au mieux, on peut admettre que Georges Marchais pourrait arriver à la quatrième place, derrière Giscard, Mitterrand et Chirac. Le jeu n'en vaut pas la chandelle. Mais le but du P.C. est avant tout d'empêcher le succès de Mitterrand, jugé sans doute par Moscou moins accommodant que Giscard devant les conquêtes territoriales de l'U.R.S.S. Et le parti de Marchais s'incline et renouvelle l'opération qui a abouti jadis à faire élire Pompidou contre Poher en préconisant pour ses fidèles l'abstention au second tour.

La comédie recommence. Marchais s'affirme le meilleur adversaire de Giscard, mais il n'ignore pas que ses attaques contre Mitterrand ne peuvent avoir pour résultat, si elles réussissent, qu'à faire battre Mitterrand par l'arme de l'abstention de ses troupes au second tour.

F. CHARBIT.

RÉFLEXIONS SUR LE CHOMAGE

par Simon RUBAC.

Que nous soyons ou non personnellement atteints par le chômage, c'est un problème qui nous préoccupe tous. Même sans avoir le pouvoir d'agir d'une manière directe et efficace, nous avons à nous faire une opinion sur la question, ne serait-ce que pour combattre, tolérer ou approuver les mesures concrètes prises ou projetées ou promises à ce propos.

Certains d'entre nous — et ce n'est pas par esprit de paradoxe — estiment que le fait de chômer n'est pas, en lui-même, un malheur quand il s'apparente à du loisir. Sans doute la morale bourgeoise veut que, pour le travail, les prolétaires fassent de nécessité vertu ; mais, après tout, pourquoi n'auraient-ils pas, eux aussi, « le droit à la paresse » ?

Un de nos camarades a rappelé très justement que les progrès des techniques ont pour effet de réduire considérablement le temps de travail humain nécessaire à la production industrielle d'objets utiles : les ouvriers devraient donc pouvoir disposer à leur gré de plus de moments libres ; mais la frénésie de produire n'importe quoi, depuis les armes les plus dévastatrices jusqu'aux plus futiles gadgets, les oblige à passer leur temps à travailler pour ce qui n'en vaut pas la peine.

Remarque pleine de bon sens qui contient pourtant un défaut parce qu'il n'y est pas parlé d'argent, d'argent sous forme de profit et de salaire. Or ce n'est pas la frénésie de produire n'importe quoi, mais la frénésie de produire *du profit* (en fabriquant n'importe quoi) qui entraîne un gaspillage du temps de travail humain ; et c'est le besoin d'obtenir *des salaires* (en fabriquant n'importe quoi) qui oblige les ouvriers à travailler : l'absence de travail signifie pour eux absence de salaire, de pouvoir d'achat, de moyens de subsistance. C'est en quoi le chômage se distingue des loisirs.

Il y a quand même, c'est vrai, des gens pour qui le chômage a bien les côtés positifs des loisirs. C'est le cas, par exemple, de ceux qui, avec une pré-retraite acceptent de finir en paix, même très modestement, « le reste de leur âge ». C'est aussi le cas de certaines femmes qui, sans regrets pour le métier quitté, trouvent des avantages à leur « retour au foyer ». C'est encore le cas, parmi les jeunes, de ceux dont les parents peuvent continuer l'entretien : le manque d'emploi rétribué leur permet alors, soit de poursuivre des études, soit de mieux chercher l'orientation qui leur convienne, soit de voyager à tout hasard, soit même, sans rien faire d'autre, de profiter, serait-ce maigrement, de leur jeunesse. C'est enfin le cas de ceux qui, avec des besoins assez réduits et un métier assez bien payé, préfèrent ne travailler que si l'occasion s'en présente quand ils en ont envie. Le *travail à la carte* représente une solution du chômage que peuvent accepter toutes ces personnes, grâce à qui d'ailleurs prospèrent et prolifèrent les officines privées de Travail temporaire.

Mais pour la plus grande masse des « sans-emploi » le chômage est une véritable calamité qu'ils espèrent ardemment voir finir au plus vite.

C'est de cet espoir que se servent les démagogues pour faire gober leurs faux remèdes pernicieux : ils promettent aux uns de leur éviter le chômage

en proposant de le faire supporter par d'autres. Dans la grande crise économique de l'entre-deux-guerres, ils s'en prenaient au travail féminin. D'aucuns prétendaient — même dans des syndicats — que le renvoi des femmes « dans leurs foyers » permettrait une recrudescence des mouvements revendicatifs puisque les hommes voudraient alors compenser par l'augmentation de leurs salaires le manque à gagner de leurs conjointes ! Et il y avait des gens pour les croire ! Aujourd'hui c'est aux « travailleurs immigrés » qu'on s'en prend, avec une brutalité incroyable, en poussant à des actes de violence contre ces prolétaires particulièrement vulnérables d'autres prolétaires « bien français », pour la plus grande jubilation des chauvinistes et des racistes. La dernière trouvaille consiste à s'attaquer aux malheureux qui travaillent « au noir ». Il faut dire qu'ils commettent le crime inexpiable d'échapper au fisc. Celui-ci y perd, paraît-il, des milliards d'anciens francs que les hauts fonctionnaires de l'Etat préféreraient empêcher. Il est vrai que, de leur côté, les syndicalistes ont eux-mêmes toujours combattu — et à juste titre — le « travail noir » parce qu'il fait obstacle aux revendications ouvrières. Mais alors on s'en prend aux entrepreneurs rapaces qui exploitent réellement les travailleurs clandestins et non à ces derniers, déjà victimes de circonstances déplorables, la plupart d'entre eux n'ayant aucun autre moyen de survivre. On ne saurait trop dénoncer et condamner de telles campagnes démagogiques menées par les charlatans politiques.

Tant qu'à proposer une solution, il serait bien préférable de revenir à l'ancien mot d'ordre syndical qui entend faire augmenter le nombre des emplois par la réduction de la durée hebdomadaire du travail avec maintien du pouvoir d'achat. Il s'agit là, en effet, d'un véritable mot d'ordre de lutte de classe puisqu'il s'oppose du tout au tout aux pratiques et aux intérêts fondamentaux des capitalistes ; et ce qui ajoute à sa valeur révolutionnaire, c'est que son degré de réussite dépend en premier lieu du degré de combativité de la classe ouvrière. Les capitalistes qui, eux, n'hésitent pas à ruiner des milliers, des millions de familles ouvrières par d'impitoyables licenciements, pourraient toujours crier qu'on les accule à la ruine, on ne les plaindra pas. Mais ils peuvent fermer les entreprises jugées désormais insuffisamment rentables : c'est une menace à examiner.

On a l'habitude de dire — et de penser — que grâce à leurs investissements les capitalistes donnent, offrent (ce sont donc des dons, des cadeaux) des emplois à des gens qui en demandent (qui sont donc des solliciteurs). Or cette présentation du marché du travail doit être inversée : en fait, les capitalistes ne peuvent absolument pas faire de profit sans investir leur argent dans des entreprises qui, pour fonctionner, ont besoin de travailleurs. Ce sont donc les capitalistes qui demandent (qui sollicitent) l'aide des ouvriers et ce sont ces derniers qui donnent, offrent (en don, en cadeau !) du profit en plus de leur travail. N'est-ce qu'un simple retournement de phrase ? Non, c'est un renversement de la conception des rapports sociaux, renversement qui, tout

d'abord, rabat le caquet arrogant ou paternaliste de ceux qui se targent d'être des « créateurs d'emplois ». Et dans cet autre éclairage on voit mieux que les fermetures définitives de leurs entreprises feraient perdre aux capitalistes la source de leurs profits et aussi une grande partie du capital investi. Ce serait donc pour eux une solution catastrophique qu'ils ont à redouter plutôt qu'à brandir comme menace.

Cela dit, en admettant qu'on réussisse malgré toutes les contre-offensives patronales à faire réduire la durée du travail des uns pour en « donner » à d'autres, les chômeurs seraient sans doute moins nombreux et ce serait certainement appréciable, comme sont appréciables d'autres palliatifs tels que les indemnités de licenciement, les allocations spéciales ou n'importe quel secours philanthropique. Mais quand on en serait arrivé là, on aurait tout juste obtenu de haute lutte que les capitalistes emploient — donc exploitent — un plus grand nombre de prolétaires ! C'est à cette conclusion paradoxale qu'on aboutit quand on veut répondre à la question insidieuse : comment « donner » du travail à ceux qui ont « besoin » de travailler ? Question dont l'énoncé aberrant prétend que pour certaines gens (il s'agit évidemment des prolétaires) le travail est un besoin qu'il faudrait trouver moyen de contenter !

L'ancienne — et toujours actuelle — revendication syndicaliste, malgré ses qualités révolutionnaires, ne propose donc encore qu'un palliatif et même le meilleur des palliatifs n'agit pas sur les causes d'un mal.

Mais la cause principale du chômage est, dit-on, la Crise Economique, une crise qui serait *cyclique*, donc aussi fatale que la succession des saisons ou plutôt que celle des vaches métaphoriques de l'écriture. Nous n'aurions alors plus qu'à attendre — peut-être en brûlant des cierges — que le Ciel, en tournant, nous emmène bientôt hors de cette triste période *cyclique*, nous éloigne de cette maudite Crise Economique et nous délivre du chômage !

La Crise Economique a peut-être bon dos. On désigne en gros, par cette expression diversement définie, un ralentissement très net et généralisé de l'ensemble des activités économiques, avant tout du commerce et de l'industrie : les stocks s'écoulent mal, alors les prix baissent, donc les commerçants voient s'amenuiser leurs bénéfices, puis les industriels leur profit et enfin un nombre grandissant d'ouvriers perdent leur gagne-pain. Dans cette réaction en chaîne, le chômage s'explique comme conséquence, au moins, des deux dernières conditions. Mais celles-ci existent-elles actuellement en France ? Un camarade nous faisait récemment remarquer à ce sujet que le commerce de détail n'y allait pas trop mal, aussi bien chez les petits commerçants que dans les grands magasins, que les prix, loin de baisser s'élevaient sans cesse, que les stocks n'étaient donc pas sans débouchés, que les bilans des sociétés industrielles indiquaient assez de profits pour contenter les investisseurs, que, d'ailleurs, le cours des valeurs industrielles françaises ne s'était pas effondré à la Bourse et que nous n'avons pas connu une cascade sensationnelle de krachs bancaires. Et pourtant le chômage ne cesse pas de s'accroître vertigineusement. Comment attribuer son ampleur à une crise si discrète ? Il faut ajouter d'autres raisons : les transformations techniques, le prix du pétrole,

le renouvellement du matériel de production, la concurrence étrangère, la « nécessaire restructuration des entreprises ». Bon.

Mais est-ce que ce sont uniquement des forces économiques aveugles qui imposent le « dégraissage » généralisé des entreprises françaises ? Je ne le crois pas. Les patrons sont loin d'ignorer qu'un des plus sûrs moyens de mettre les prolétaires à leur merci, c'est de disposer d'un large « volant de chômeurs ». Le patronat organisé qui mène sagement sa lutte de classe contre le prolétariat ne peut donc pas manquer de faire entrer dans sa stratégie très étudiée l'extension du chômage. Cela fait aussi partie de la politique de notre actuel gouvernement. Entre lui et le patronat, il y a pleine identité de vues, les dirigeants ne s'en cachent pas et, de concert, ils agissent dans le même sens.

On sait que le fonctionnement du système capitaliste engendrera toujours des crises économiques, donc, pour beaucoup d'ouvriers, du chômage, c'est-à-dire expressément la perte de leur gagne-pain habituel. A cela, tant que durra l'état actuel des choses, on ne peut pas y remédier, mais en revanche il est tout à fait possible, grâce à un palliatif comme la forte réduction de la durée du travail hebdomadaire avec maintien du pouvoir d'achat, de diminuer très sensiblement l'étendue du mal ; mais il est aussi possible de l'augmenter en l'aggravant par des mesures d'hostilité contre le prolétariat, comme le font le gouvernement actuel et le patronat organisé. Sans leur collusion le chômage n'aurait jamais atteint en France l'ampleur qu'on lui connaît. On devrait — et on le pourrait — mettre fin à cette collusion ; on reprendrait alors l'offensive.

S. R.

Où en est l'U.G.T.T. ?

(Union Générale des Travailleurs Tunisiens)

On se rappelle que les membres de l'Union Générale des Travailleurs Tunisiens avaient été inculpés pour complot contre la sûreté de l'Etat en janvier 1978 et condamnés aux travaux forcés. Ils avaient totalisé 96 ans. Libérés d'une façon échelonnée à la suite des démarches réitérées de la C.I.S.L., du B.I.T. et de l'opinion publique, Habib Achour et ses amis avaient été écartés de nouveau de l'organisation syndicale. Ils avaient été graciés et non amnistiés. Statutairement ils ne pouvaient plus aspirer à leur rôle de dirigeants. La masse des ouvriers solidaires avaient entamé une rotation de grèves sauvages pour faire revenir le gouvernement sur sa décision. Le mouvement piétinait. Un comité de réconciliation créé par le gouvernement piétinait également. L'opinion publique est tenue dans l'ignorance totale des pourparlers. Il semble que le gouvernement désire le retour au bercail comme auparavant : collaboration étroite avec le parti, voire assujettissement.

Ahmed ben MILAD.

LA REVOLUTION PROLETARIENNE

21, rue Jean-Robert, 75018 PARIS

Tél. : 607-02-06

Abonnements : 6 mois, 40 F — 1 ans, 100 F.

Autres pays : 6 mois, 60 F — 1 ans, 120 F.

C.C.P. 734.99 W PARIS

LA LAICITÉ, AU JOUR LE JOUR

La laïcité appréhendée comme une valeur est l'occasion d'un voyage, d'un itinéraire à la fois intellectuel, spirituel, moral (pourquoi abandonner l'emploi de ces deux derniers épithètes aux seules Eglises confessionnelles ?) et social puisque aussi bien étymologiquement le « laos » grec — le peuple — s'oppose ainsi que l'observait naguère Robert Escarpit au « kleros », au clerc...

Fin janvier. — Je participe au Congrès départemental d'une organisation d'usagers en tant que délégué désigné par ma section de base... Au cours d'un tumultueux congrès où est mise en question la gestion départementale assurée par les communistes, un membre de ce parti m'insulte, me menace, intervient à la tribune pour exprimer des contre-vérités dont la meilleure consiste à affirmer que je m'obstine à ne pas verser les cotisations, ce qui, si l'information était exacte, exclurait ma présence dans l'assemblée. Calomniez ! il en restera toujours quelque chose !

7-8 février. — Invité en tant que chroniqueur de diverses revues laïques aux Assises internationales de la Laïcité organisées par le Grand Orient de France au Palais des Congrès, durant deux jours, j'écoute attentivement des débats souvent passionnants toujours intéressants. Se sont associées à cette manifestation deux autres obédiences maçonniques : la Grande Loge féminine de France et le Droit Humain « ordre mixte international ». Les Maçons belges sont également partie prenante mais la Grande Loge de France boude ce rassemblement jugé sans doute trop militant ou trop « profane ».

Les interventions sont nombreuses. Se succèdent à la tribune des représentants de Grande-Bretagne, de Belgique, du Canada, du Liban, d'Espagne, de Turquie, de la R.F.A., du Luxembourg, du Portugal. Les dignitaires des différentes confessions qui ont été invités brillent par leur absence exception faite du secteur de la Mosquée de Paris qui déclare se sentir à l'aise au milieu des militants laïques et affirme son souci de respecter la liberté de croire ou de ne pas croire. Dont acte...

La C.G.T. et la C.G.T.-F.O. n'ont pas non plus envoyé de représentants. Quant au délégué de la C.F.D.T., il tente de donner une leçon de laïcité en démontrant combien sa confédération a la supériorité sur les autres associations d'avoir vécu une expérience de déconfessionnalisation. En matière de politique d'éducation, il m'est souvent apparu comme le détenteur de je ne sais quelle vérité révélée... Le représentant de la C.G.C. tient, pour sa part, un langage essentiellement conservateur en célébrant dans un style de bachelier brumeux et laborieux... la liberté d'enseignement et le droit... des familles.

Les responsables des organisations constituant le Comité National d'Action Laïque exposent, certes, chacun avec son tempérament mais toujours avec clarté et vigueur les conceptions qui sont les nôtres : respect de la liberté de conscience, droit des enfants, mise en œuvre d'une égalité réelle des chances, refus d'abandonner au patronat la formation, résistance à la création d'un double réseau concurrentiel d'écoles, l'un réservé aux privilégiés, l'autre au tout

venant. C'est dans ce sens qu'interviennent successivement Jean Andrieu et Jean Cornec pour la F.C.P.E., Anne-Marie Franchi au nom des Délégués départementaux de l'Education nationale, Georges Davezac pour la Ligue Française de l'Enseignement et de l'Education Permanente et les camarades André Henry et Guy Georges, respectivement pour la F.E.N. et le S.N.I.

Puis viennent les « politiques » dont le « numéro » selon les personnages et les étiquettes relève de la haute voltige ou du discours convaincant. En dépit d'une voix au timbre désagréable, Michel Crépeau respecte la tradition radicale en faisant une prestation d'une haute tenue dans le fond et la forme. François Mitterrand avec une prudence audacieuse, fidèle à lui-même en ce temps préélectoral, agit en politicien chevronné. C'est Philippe Dechartre qui représente le R.P.R. Une partie de son mouvement — affirme-t-il — adhère à la formule républicaine : « à écoles privées, fonds privés, à écoles publiques, fonds publics ! » Le fougueux sénateur Caillavet déclenche des salves d'applaudissements en citant Socrate pour exprimer son refus de la démagogie et lancer ensuite des formules qui répondent aux convictions... de la majorité de la salle. Bariani au nom de l'U.D.F. est franchement réactionnaire et suggère tout simplement l'incompatibilité du socialisme et de la laïcité. Quant au P.C.F., il n'avait envoyé qu'un cardinal : dans un style inimitable qui allie le langage populaire à la componction ecclésiastique, Paul Laurent entreprit un hymne vibrant à l'humanisme et à la démocratie pluraliste en notant toutefois que rien ne devait être changé fondamentalement tant que le régime économique ne serait pas transformé. Si l'on en juge à l'applaudimètre, en dépit du lyrisme du propos, la majorité des participants semblent bien informés des ressources opportunistes que permet la pratique élaborée du double langage...

Bien d'autres interventions seraient à mentionner et à commenter. Citons parmi elles, celles de la Libre-Pensée, d'Yves Jouffa pour la Ligue des Droits de l'Homme (Justice et Laïcité), de Gisèle Halimi (Féminisme et Laïcité), de Roger Ikor (sur les sectes) et plus particulièrement peut-être, celle de Paul Harvois qui au nom du Groupe de Recherches sur l'Education Permanente évoque le contenu libertaire des valeurs laïques.

Celles-ci, suggère, pour conclure, Roger Leray, Grand Maître du Grand Orient, engageant une philosophie de la désaliénation. Elles ne sont donc la propriété d'aucun parti, d'aucun pouvoir temporel ou spirituel et ne peuvent sous peine d'être dénaturées supporter une quelconque récupération.

17 février. — Dans le L.E.P. où j'exerce, je demande à un adolescent portugais parfaitement bilingue et qui « réussit bien » pourquoi n'a-t-il pas été orienté dans un style d'enseignement long. Sa réponse éloquentement traduit l'extraordinaire darwinisme social qui caractérise notre « libéralisme avancé » et suggère que dans l'enseignement non plus, nous ne sommes pas exempts du péché de cléricature : « parce qu'au C.E.S., j'étais mauvais en langue étrangère ! » J. M.

LES SOUS-SOLS DE LA BASTILLE

par Marc ROSENTAUB

La suite de la visite de la citadelle sera les sous-sols. Escaliers, souterrains, oubliettes, chambres de torture, salles immenses, rivières, égouts, chaudières se classent par titres de gloire.

— La salle des alcooliques la plus volumineuse du monde.

— La salle des marchands d'armes la plus importante du monde par tête d'habitant.

— La salle des inégalités sociales la plus grande en Europe avec ses chambres de torture.

— L'U.R.S.S. par contre posséderait une salle de militaires et civils au service de l'armée plus grande qu'à la Bastille.

Quant aux souterrains qui relient ces salles, ils se nomment le chauvinisme, la xenophobie, le bellicism, le racisme, etc. Ces galeries sont les plus fonctionnelles et les plus longues du monde.

Mais le comble, l'inouï, le stupéfiant, le fabuleux, c'est la salle de l'or. Pour cette place la visite prendra chaque de temps.

L'architecture de cet endroit dépasse l'entendement de beaucoup de nous. Vous accédez par des souterrains avec portes secrètes. Les chambres de torture, des oubliettes, égouts sont disposés subtilement et sont invisibles. Sauf si vous voulez dérober et profiter du trésor. Alors des chaînes de fer vous attendent avec des gardiens de la cybernétique Bastille.

Vous voyez d'abord la réserve de la Banque de France estimée au début de 1978 par une compilation mystérieuse à 3.119 tonnes. Ensuite vous admirez les monnaies d'or frappées par la Monnaie de Paris de 1795 à 1921, soit 696 millions de pièces dont 514,7 millions de pièces de 20 francs d'un poids en or d'environ 6,45 grammes à 900 % ou 5,80 grammes d'or fin. Le poids total de ces pièces d'or de 20 francs démonétisées se monte à 3.320 tonnes. Cette évaluation est approximative. En 1951, l'Hôtel des Monnaies a fait frapper des pièces d'or de 20 francs du type « Coq ».

Pour finir, vous découvrez l'amoncellement des lingots, des bijoux, l'orfèvrerie en or massif comme la vaisselle, les statues, la robinetterie ; les médailles, des lingots à usage industriel pour la lunetterie, la prothèse dentaire, la photographie, l'électronique, l'énergie nucléaire, la décoration, le placage or pour le sanitaire (baignoires, lavabos, bidets, etc.).

Dans le passé, le stock d'or des particuliers a été quatre fois supérieur à celui de la Banque de France. Pour être méchant, cette thésaurisation peut atteindre 12.476 tonnes. Ou selon la *Picke's world Currency Report* pour 1977 les réserves privées seraient de 4.600 tonnes d'or. Si j'ajoute la part de la production mondiale de 1978 à 1980 qui revient à la Bastille et qui représente 20 %. Je trouve dans l'annuaire *Minement* une production annuelle de 1.400 tonnes. Ces chiffres donnent une augmentation de la réserve des particuliers de 840 tonnes. Pour contenter les esprits pinailleurs, la moyenne de la réserve probable peut s'élever :

la demande de 1978 à 1980	840 tonnes
le minimum	4.600 tonnes
le maximum	12.476 tonnes
Total	17.916 tonnes

Le poids moyen d'or fin et d'or normal détenu, caché, en coffre, se monte à 9.000 tonnes chez les particuliers. La valeur globale fixée par un cours de l'or à la Bourse des valeurs du 10 février 1981 éclairera le sujet de la thésaurisation en question.

Particuliers (lingots, monnaies et divers)	9.000 tonnes
Banque de France	3.119 tonnes

Total	12.119 tonnes
A déduire la monnaie de 20 F (6,45 g la pièce qui vaut 900 F) —	3.320 tonnes
.....	8.799 tonnes

Ce qui donne en milliards de francs actuels :	
8,8 millions de kg à 90.000 F le kg	792 milliards
514,7 millions de pièces d'or de 20 francs au cours de 900 francs chaque	463 milliards

Valeur vénale totale 1.255 milliards

Reste à savoir si l'estimation est bonne. Depuis la découverte de l'Amérique et officiellement repéré par la statistique, l'or extrait dans le monde entier serait de 86.000 tonnes. La densité de l'or de 19,3 permet d'imaginer cette extraction en forme d'un cube de 16 mètres de côté ou d'une sphère de 20 mètres de diamètre. « Le bas de laine » de la Bastille se présenterait en un cube de 6,2 mètres de côté.

La passion de l'or est très longue à expliquer. L'or-monnaie est un symbole de pervertissement et d'exaltation impure des désirs. Dans le polythéisme, le monothéisme, le panthéisme ; les Chinois, les anciens Egyptiens, les Indous, les Aztèques, les peuples de l'Oural, les Africains, les Grecs, les Juifs, etc., prêtent à l'or des propriétés extraordinaires. Par exemple, ce métal représente l'éclat de la lumière, c'est la lumière minérale. Il a le caractère du feu solaire royal et divin. Il représente l'absolue perfection. C'est le reflet de la lumière céleste. L'or lumière représente la connaissance. Des drogues à base d'or servent à donner l'immortalité aux hommes. L'aurothérapie existe à notre époque. Le serpent symbole de la vie et de la mort devient le maître de l'or. L'or représente la fécondité - richesse - domination ; le centre de chaleur - amour - don - foyer de lumière - connaissance - rayonnement. Les druides coupaient le gui avec une faucille d'or. Enfin l'or a été un des symboles de Jésus, lumière, Soleil, Orient.

Pour beaucoup d'individus, l'or a une valeur spéculative et qui le possède dispose d'une arme redoutable contre ses semblables. Harpagon et Shylock ont fait des millions d'émules. Ce parti d'épargnants gouverne toutes les nations, et entretiennent l'apartheid en Afrique du Sud et le travail à caractère curatif éducatif en Sibérie dans des camps aux noms comme Sevourallag, Sakhalinsk, etc. Ces camps auraient employé des millions de personnes depuis 1936 dans des installations à haute productivité. Les résultats de la production d'or en Afrique du Sud en 1977 se chiffrent à 739 tonnes et dans les pays à économie dirigée à 459 tonnes

Des analyses sur les plans syndicaux, politiques, économiques peuvent être utiles pour savoir si la thésaurisation du métal précieux provoque, amplifie la crise entre les Nations.

Les points noirs de la crise sont très difficiles à définir.

Les pays du Club des Dix et la Suisse ont besoin d'énergie bon marché pour leur industrie, le transport et le confort. Ces pays ont un prolétariat avec des lois du travail et des traditions sociales bien établies. Par contre, les pays non alignés ont des sources d'énergie et un prolétariat arriéré dans tous les domaines avec un niveau de vie inexistant. Les mass-médias dans les pays non alignés habilement manipulés provoquent la jalousie et la haine contre les pays riches pour la question du bien-être et du bonheur. Les prolétaires riches, également manipulés par les mass-médias consomment davantage d'énergie pour leur bien-être, sans se soucier de la pénurie et du nombre d'années de production à venir. Ces mêmes prolétaires petits et moyens épargnants en or pensent résister à toutes les crises dont la Révolution socialiste.

D'autres larrons qui président aux destinées des trusts se jouent du problème du bien-être par les finances pour l'inflation monétaire ; par la politique civile et militaire, en installant des hommes dévoués corps et âmes dans leurs gouvernements nationaux.

Par conséquent, les prix des matières énergétiques augmentent considérablement, l'inflation se décuple et le chômage devient un fléau international et est le prélude à une guerre mondiale. Ainsi la spéculation sur l'or enrichit certains au détriment d'autres. L'or devient une valeur refuge qui n'a pas intérêt à baisser et qui sert à opprimer. La sphère politique de l'or devient supérieure et dominante.

Cette oppression se fait au niveau du pouvoir d'achat et de la consommation. L'anxiété, le chagrin, la fatigue provoquent la maladie. Le système social de prévoyance du prolétariat soit-disant riche, enrayer difficilement par les soins médicaux, les médications, les arrêts de travail et la retraite cette oppression politique et économique. Les médicaments consommés à outrance par les jeunes et les moins-jeunes ne peuvent donner ni force de travail, ni jeunesse, ni espoir.

Les caisses des assurances contre le chômage ne peuvent pas contenir le flot incontrôlable des chômeurs. La production mondiale se fera par 80 groupes internationaux. La cybernétique coordonnera la production, le transport et la consommation et restreindra la main-d'œuvre dans des proportions effrayantes.

Les mutations démographiques seront considérables au 21^e siècle. La population du Club des Dix ne représentera à cette époque que le dixième de la population mondiale de 12 milliards d'humains.

Dans ces conditions, beaucoup de gens pensent que l'or est le suprême refuge pour sauver leur genre de vie : que plus la crise sociale est énorme, plus la valeur de l'or augmente. A quoi bon précipiter la fin de l'utilisation des hydrocarbures. Quant aux pauvres gens, ils peuvent souffrir et mourir en toute quiétude. Les médicaments abrègeront leurs souffrances avec les derniers sacrements religieux, politiques et syndicaux.

Ce qui permet de penser qu'une telle politique a

duré depuis trente ans et a permis à une partie de la population à embastiller l'autre partie par le désintéressement à la recherche scientifique et industrielle. D'autres énergies nouvelles utilisées à une vaste échelle auraient retourné complètement la tendance du marché de l'or jaune et de l'or noir. Mais il fallait accumuler des réserves d'or pour des desseins obscurs. En trente ans peut-être, 8.400 tonnes ont été déposées à la Bastille. Il reste encore dans le monde trente ans de production d'or en gisement.

La sphère politique de l'or peut encore espérer faire des profits par sa politique inflationniste et spéculative pendant encore trente ans. Les horreurs de la crise n'émeuvent pas et aucun changement politique ne peut être accepté pendant cette période par cette sphère. Ce qui permet de dire que le Palais Bourbon a été appelé la Chambre introuvable par Louis XVIII, la Chambre bleu-horizon. Maintenant, elle peut s'appeler la Chambre de l'or.

Pour savoir où se trouve le numéraire dans les patrimoines des personnes physiques et à quels endroits (c'est-à-dire les billets de banque, la monnaie métallique, l'or, les devises étrangères) : il suffit de regarder la carte des élections législatives du 13 mai 1849. La basse et la haute Normandie, la Bretagne, le Nord, la Picardie, la Région parisienne, la Champagne, le Maine, le Poitou-Charente, l'Aquitaine pour comprendre le conservatisme par l'or. Ce conservatisme ne change et ne changera pas. Les résultats du deuxième tour des législatives de 1978 et des futures présidentielles seront les mêmes.

Pour les problèmes budgétaires de 1980, les recettes auraient été de 509 milliards par les impôts d'Etat dont 106 milliards de dépenses militaires. Par contre, les recettes de la Sécurité Sociale de 1979 ne se sont montées qu'à 313 milliards. Pour 1980, « France-Inter » a annoncé 500 milliards de recettes pour la Sécurité sociale. Même si la différence est fantaisiste, il faut craindre pour la Sécurité sociale une diminution très importante des recettes dans les années à venir par le chômage, le travail au noir, la fermeture des entreprises par la concurrence étrangère, les charges indues, les retards de versements et les créances irrécouvrables. Par des motivations de rentabilité, le Patronat pouvait ainsi s'accaparer la direction des Caisses sociales de prévention. Comme le patronat paie une plus grande part de cotisations sur la masse salariale, il voudra certainement comme dans un holding financier prendre le commandement. De plus en brandissant la menace de la concurrence des pays non alignés, le patronat pourrait ne plus payer ses charges sociales pour obtenir des prix de vente ultra-compétitifs. Ainsi l'entreprise compétitive récompensera ses salariés en créant ses propres caisses de prévention sociale. Alors s'écroulera une des conquêtes du monde du travail et de la solidarité ouvrière ; la Sécurité sociale, les retraites complémentaires et les allocations chômage.

Les organisations syndicales de salariés par leur type de structuration nationale et internationale paraissent en difficultés. Les divergences de politique syndicale tant intérieure et tant qu'extérieure, retardent toute solution au chômage et à l'inflation. La recherche de gouvernements politiques favorables et le financement de partis politiques pour défendre et promouvoir les revendications syndicales primordiales se détériorent par l'usure, la fatigue et

l'attente. La soit-disante division des blocs politiques mondiaux, en idéologie et en économie, n'arrange en rien tous les problèmes fondamentaux de l'humanité. Une temporisation aussi se fait dans l'action syndicaliste. Les énergies nouvelles restent des projets, la démographie et la restructuration industrielle mondiale deviennent incoercibles. Et la thésaurisation de l'or continue faute de confiance. Cette temporisation n'apporte pas toujours la solution espérée. Des pays dits riches peuvent avoir des chômeurs qui prendront en main leurs propres destins. Alors la monnaie-papier devient une monnaie de singe et l'or permet de se sauver et d'être échangé dans un autre pays contre de la bonne monnaie. Par un pont aérien, l'or de la Bastille peut changer de pays rapidement. La révolution islamique en Iran a eu ce problème avec l'or. Les avoirs iraniens dans les banques à l'étranger ont été bloqués. Mais l'or des exilés iraniens a dû être fort pratique.

Face à ce genre de système, les réserves mathématiques dérisoires des caisses de prévention sociale et le budget d'Etat, etc., peuvent amener à la banqueroute publique si la loi du plus fort l'emporte.

Une solution a été trouvée mais elle est devenue caduque. Le Club des Dix par l'accord de la Jamaïque a voulu démonétiser l'or dans le système monétaire international en 1976. Mais l'indiscipline voulue

de la sphère Bastille n'a rien fait pour changer les mentalités conservatrices. Cette indiscipline a fait grimper le prix de l'or jusqu'en 1980 et a permis le doublement du prix du pétrole.

Je suis très pessimiste quant à l'issue de la guerre de l'or. La rupture ou le laxisme pour l'or, l'application des énergies nouvelles dans une époque lointaine pour enrayer le chômage, aucune décision internationale ne vient de la part des politiciens. L'atome n'a pas l'air d'emporter l'unanimité du public. Son exploitation ne remplacera pas les profits du pétrole et de l'or. Puis il y a la propagande de dilapider pour montrer que l'on est riche. Les caisses d'allocation aux chômeurs, la Sécurité sociale avec son budget soit-disant énorme, sont présentés par la politique conservatrice comme instruments de lutte contre les inégalités sociales. Une bonne santé pour tout le monde et un minimum de ressources pour chacun grâce aux cotisations en sont les slogans. Ce qui donne une euphorie bon marché dans l'irréalité. Cette propagande est archi-prétentieuse, trompeuse et dangereuse. Surtout tant qu'il y aura autant d'or sans emploi dans le but d'assouvir les vices comme l'orgueil, l'envie, l'avarice, la luxure, la gourmandise, la colère et la paresse. Alors il faudra s'attendre à des désastres, à la désolation et aussi la mort.

M. R.

L'URANIUM

Nous assistons depuis quelques mois à une grande campagne d'intoxication à propos de l'énergie nucléaire. Tout est bon pour nous affirmer que l'épée de Mohamed-DAMO-clès est sur notre tête. Le pétrole monte, la guerre Irak-Iran nous en prive. L'U.R.S.S. en a trop, elle va assurer son diktat sur l'Occident ! Que va devenir notre belle indépendance nationale ?

De Valéry à Georges Marchais, la classe politique est formellé : uranium, sauve la France ! Les syndicats ont pris le train en route. Tout le monde est pour, de Bergeron à Ségué. La C.F.D.T. est, paraît-il, contre, mais elle est majoritaire dans les centrales nucléaires où personne n'est encore contraint de travailler. Aujourd'hui, voilà que les ondes diffusent la grande nouvelle : le pétrole français existe ! Le topinambour, cousin de la patate, va faire rouler nos deux et quatre roues, et fini la menace de l'O.P.E.P.

Le topinambour, digne successeur de Charles Martel, bat les Arabes à plate couture ! Et tout le monde s'exclame : Quel beau pays la France ! Et vous, écologistes, contestataires de tout poil, la voilà votre « énergie verte » !

Mais, un incident, une bêtise enrayer la belle démonstration : il faut plus d'un litre de pétrole pour obtenir un litre d'alcool du topinambour. La solution est donc évidente : c'est l'uranium qui va extraire l'alcool du légume sacré. D'une pierre, deux coups : avec l'uranium, la France va fabriquer son électricité (et aussi quelques petites bombes...), elle va en plus fabriquer du carburant pour nos chères automobiles. En fait d'énergie verte, nous voilà revenus à l'uranium. La manœuvre est belle.

Ceux qui, une fois de plus, vont y retrouver leur compte seront les agriculteurs, qui déjà se frottent les mains, et s'imaginent siégeant à l'O.P.E.P. (l'organisation des pays exportateurs de topinambours). Pourtant écologie mise à part, la France possède de

« ENRICHIT »

l'énergie inexploitée : la géothermie productrice d'électricité. Ce n'est pas moi qui l'affirme gratuitement, c'est Haroun Tazieff, qui démontre sa théorie dans le numéro 158 (janvier 1981) de « Que choisir ? » (revue de l'Union fédérale des consommateurs).

La première centrale géothermique a été créée en 1906 en Italie. On nous casse les oreilles avec le miracle japonais, mais la géothermie japonaise qui prévoit 50.000 mégawatts installés en l'an 2000 semble ne pas émerveiller nos technocrates.

Selon Tazieff, la France pourrait assurer 80 % de son chauffage par la géothermie. Lui aussi nous parle d'économie d'énergie, mais son discours diffère de celui du gouvernement.

1. — Le chauffage électrique (prôné par E.D.F.) est un non-sens. Le principe de Carnot explique que lorsqu'on transforme la chaleur en électricité, les deux tiers de l'énergie sont perdus. Dans une centrale avec les pertes de fonctionnement et de transport par lignes, ce sont les trois quarts qui s'envolent. Retransformer ensuite cette électricité en chaleur, revient à fabriquer un degré centigrade avec quatre degrés centigrades. Bravo, E.D.F. !

2. — Les transports routiers consomment cinq fois plus de pétrole que le rail ! (Sans commentaire.)

3. — Le gaspillage insensé du plastique. (plastique = pétrole + pétrole ! soit pétrole entrant dans sa composition + pétrole pour sa fabrication. Et quant aux dégâts causés par le plastique sur l'environnement, il s'agit, comme le souligne Haroun Tazieff, d'un crime. Mais qui écouterait Haroun Tazieff ? Il avait raison en 1976 pour la Souffrière, en 1979 pour l'Etna. Refuser de l'entendre a coûté des milliards aux contribuables. Pour la géothermie, c'est la même chose. E.D.F. la considère comme une énergie d'appoint. Pourquoi ? Parce que l'URANIUM ENRICHIT, le capital le sait bien. **Marc URUS.**

Nota : Haroun Tazieff a publié aux éditions Laffont son dernier livre : « Ouvrez donc les yeux ».